

## **ARRETE MUNICIPAL PORTANT PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLU DE LA COMMUNE DE LES MOLLETES**

\*\*\*\*\*

Le maire,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'ordonnance n°2012-11 du 05 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

**Vu** l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatifs à la partie législative et à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme ;

**Vu** le code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-31, L.153-36 à L.153-41 ;

**Vu** l'article L.100-4 du code de l'énergie qui fixe l'objectif d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 en divisant les émissions de gaz à effet de serre par un facteur supérieur à six entre 1990 et 2050 et pour ce faire, de porter la part des énergies renouvelables en 2030 à au moins 40 % de la production d'électricité en France.

**Vu** la loi n°2019-1147 dite Energie Climat du 8 novembre 2019 fixant le cadre, les ambitions et la cible de la politique énergétique et climatique de la France, en instaurant notamment la sortie progressive des énergies fossiles et le développement des énergies renouvelables

**Vu** le décret n°2020-456 du 21 avril 2020 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie qui fixe notamment l'objectif de développement de l'énergie solaire pour fin 2028 à 44 000 Mégawatts ;

**Vu** la nécessité de développer dans les territoires les moyens de production électrique utilisant des énergies renouvelables (EnR), afin de contribuer aux objectifs nationaux de la loi 2021-104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ; avec l'objectif, entre autres, d'augmenter le développement des énergies renouvelables en portant la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 33 % au moins de cette consommation en 2030.

**Vu** l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 relative à l'accélération du développement des projets d'énergie renouvelable qui rappelle les objectifs du Gouvernement et du Président de la République en matière d'accélération du déploiement des énergies renouvelables et le rôle majeur qui est attendu de la part des Préfets et des services déconcentrés de l'État pour les atteindre, et qui demande de prendre toutes les dispositions afin de faciliter et d'accélérer le traitement des dossiers d'énergies renouvelables.

**Vu** la loi relative à l'Accélération de la Production des Energies Renouvelables adoptée le 10 mars 2023 qui entend favoriser le développement des énergies renouvelables afin de répondre à la programmation pluriannuelle de l'énergie et amplifier la lutte contre le dérèglement climatique.

**Vu** le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé le 10 avril 2020 qui fixe l'objectif d'augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergie renouvelable en accompagnant les projets de production d'énergie renouvelable et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à + 100 % à l'horizon 2050 notamment en multipliant par 19 entre 2015 et 2050 la production de la filière photovoltaïque.

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme de la commune de les Mollettes approuvé par délibération du conseil municipal en date du 14 janvier 2010 ;

**Vu** la délibération du conseil municipal de Les Mollettes du 14 Avril 2021 qui autorise la société OPALE ÉNERGIES NATURELLES à engager les études environnementales et techniques destinées à s'assurer de la faisabilité d'un parc photovoltaïque sur la commune de Les Mollettes ;

**Vu** la délibération du conseil municipal de Les Mollettes du 30 Juin 2021 qui autorise le maire à signer une promesse de bail emphytéotique avec constitution de servitudes sous conditions suspensives.

**Vu** la délibération du conseil municipal de Les Mollettes du 12 Octobre 2023 qui valide le principe pour la commune d'intégrer la société de projet du parc photovoltaïque dans le cadre d'un projet de participatif.

**Considérant** que la production d'électricité d'origine renouvelable permet de répondre aux objectifs fixés au niveau national et régional en termes de développement des énergies renouvelables et d'augmentation de leur part dans la consommation finale d'énergie ;

**Considérant** la volonté de la commune d'être un véritable acteur de la transition énergétique en favorisant et maîtrisant le développement d'un projet de parc photovoltaïque sur son territoire au lieu-dit « Les Grandes Blachères » ;

**Considérant** que le Plan Local d'Urbanisme en vigueur, et notamment son Projet d'Aménagement et de Développement Durables et son règlement écrit, doivent être précisés pour permettre la réalisation du projet de parc photovoltaïque qui s'étend sur les zones ULz et NLz ;

**Considérant** que l'installation du parc photovoltaïque justifie le recours à une procédure de modification simplifiée ;

**Considérant** qu'en application de l'article L.153-45 du code de l'urbanisme, lorsqu'ils ont pour objet de soutenir le développement de la production d'énergies renouvelables, les changements des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables relèvent de la procédure de modification simplifiée ;

**Considérant** qu'en application de l'article L.153-45 du code de l'urbanisme, dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, l'évolution du règlement écrit le PLU relève de la procédure de modification simplifiée ;

**Considérant** qu'en vertu de l'article L.153-41 du même code, la modification du PLU est soumise à enquête publique ;

**Considérant** que les modifications envisagées dans le cadre de la présente procédure relèvent du champ d'application de la modification simplifiée du PLU ;

**Considérant** qu'en application de l'article L.153-47 du code de l'urbanisme, le projet de modification devra être notifié aux personnes publiques associées (PPA) mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme avant la mise à disposition du dossier au public ;

#### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Une procédure de modification simplifiée du PLU est engagée à l'initiative du maire en application des dispositions de l'article L.153-37 du code de l'urbanisme ;

**ARTICLE 2 :** Le projet de modification portera sur :

- la modification du PADD pour afficher l'objectif de développer un parc photovoltaïque,
- la modification du règlement des secteurs ULz et NLz pour préciser la possibilité de construire un parc photovoltaïque.

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article L.153-40, le projet de modification simplifiée du PLU sera notifié aux personnes publiques associées avant la mise à disposition du public du projet ; le cas échéant, les avis émis seront joints au dossier d'enquête

**ARTICLE 4 :** Conformément à l'article L.153-47, à l'issue de la mise à disposition du public, le maire en présente le bilan devant le conseil municipal qui en délibère et adopte le projet de modification simplifiée éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée

**ARTICLE 5 :** Conformément aux articles R.153-20 à R.153-22, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.  
Le présent arrêté sera exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission en préfecture dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Fait à Les Mollettes, le 22/07/2025

Le Maire

